

Unité départementale de la Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
CS 16326
44263 Nantes cedex 2

Nantes, le 12 mai 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/04/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

NEXSTONE

146 Quai Emile Cormerais
44800 Saint-Herblain

Références : N1-2025-470
Code AIOT : 0006303275

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/04/2025 dans l'établissement NEXSTONE implanté Bréfauchet 44320 Chaumes-en-Retz. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NEXSTONE
- Bréfauchet 44320 Chaumes-en-Retz
- Code AIOT : 0006303275
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société NEXSTONE (anciennement CMGO) exploite une carrière de roches massives (gneiss) autorisée par arrêté préfectoral du 21 octobre 2002 pour une durée de 30 ans. La production maximale autorisée est de 1 800 000 tonnes par an.

Après extraction à l'aide de tirs de mines, les matériaux sont traités dans des installations d'une puissance maximale autorisée de 5 088 kW.

Par arrêté complémentaire du 25/11/2024, l'exploitant est autorisé à accepter des déchets inertes extérieurs pour le remblaiement partiel de l'excavation, en complément du remblaiement avec des stériles d'exploitation. En attendant la finalisation de l'extraction de la zone située au Nord, l'arrêté du 25/11/2024 autorise une extension au Sud du site pour le stockage temporaire de ces matériaux.

Lors de la visite d'inspection, les installations étaient en arrêt technique de maintenance.

Installations visitées :

- Extérieur des bâtiments secondaire et tertiaire, intérieur du bâtiment secondaire broyeur BR1,
- Bassins de décantation et points de rejets associés,
- Aires étanches, séparateur à hydrocarbures et point de rejet,
- Excavation secondaire au Nord du site et vue sur l'excavation principale,
- Plate-forme de déchargement des déchets inertes.

Thèmes de l'inspection :

- Suivis environnementaux,
- Vérifications électriques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Plan	Arrêté Préfectoral du 21/10/2002, article 12	Demande d'action corrective	
5	Circuit des eaux	Arrêté Préfectoral du 21/10/2002, article 9.1	Demande d'action corrective	
6	Suivi des rejets d'eau	Arrêté Préfectoral du 21/10/2002, article 9.4	Demande d'action corrective	
7	Aire d'entretien des engins	Arrêté Préfectoral du 21/10/2002, article 9.3	Demande d'action corrective	
9	Suivi des retombées de poussières	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.7	Demande de justificatif à l'exploitant	
13	AR1 – Complétude des vérifications des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Demande d'action corrective	
16	Acceptation de DI	Arrêté Préfectoral du 25/11/2024, article 5.5	Demande d'action corrective	
18	Incident	Arrêté Préfectoral du 21/10/2002, article 3.4	Demande d'action corrective	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Limitation des émissions de poussières : suite inspection du 29/07/2021	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Comité de suivi	Arrêté Préfectoral du 21/10/2002, article 12	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
3	Production	Arrêté Préfectoral du 25/11/2024, article 5.3	/	Sans objet
8	Suivi piézométrique	Arrêté Préfectoral du 21/10/2002, article 9.5	/	Sans objet
10	Contrôle des émissions sonores	Arrêté Préfectoral du 17/02/2022, article 8.5	/	Sans objet
11	Surveillance des vibrations	Arrêté Préfectoral du 25/11/2024, article 8.6.2	/	Sans objet
12	AR1 – Fréquence de vérification des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	/	Sans objet
14	AR1 – Plan d'actions suite au contrôle des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	/	Sans objet
15	AR1 – État général visuel des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	/	Sans objet
17	Phasage	Arrêté Préfectoral du 25/11/2024, article 5.3.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il a été constaté que l'exploitant a poursuivi son action pluriannuelle de fermeture des ouvertures des bâtiments secondaire et tertiaire afin d'éviter l'envol de poussières à l'extérieur. Il est demandé de poursuivre cette action en s'attachant à fermer les grandes ouvertures permettant le passage d'engins.

L'exploitant doit protéger le ruisseau des ruissellements de fines et matériaux, notamment au droit des bassins de décantation.

L'exploitant doit s'organiser pour permettre une vérification complète des installations électriques lors des prochains contrôles.

L'exploitant doit compléter la surveillance de ses rejets d'eau en intégrant le point de rejet au Sud et modifier le fonctionnement au niveau du point de rejet principal (surverse non suivie). Il doit

réaliser une analyse annuelle du rejet du séparateur à hydrocarbures.

Il est demandé à l'exploitant de réaliser les prochaines mesures de bruit lors d'une période de fonctionnement de la foreuse.

L'exploitant doit compléter le plan d'exploitation et en améliorer la lisibilité. Il doit également compléter le schéma du circuit des eaux et ajouter des compteurs aux points manquants.

Le plan de surveillance des émissions de poussières doit être complété pour intégrer un point de mesures au niveau des habitations sous les vents de Nord-Est ou en justifiant l'absence de ces mesures.

Il est demandé à l'exploitant de transmettre la méthodologie d'implantation des dispositifs de mesurage des vibrations solidiennes et de la surpression acoustique lors des tirs de mines.

2-4) Fiches de constats

N°1 : Limitation des émissions de poussières : suite inspection du 29/07/2021

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.1
Thème(s) : Risques chroniques, Emissions atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 27/08/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
Prescription contrôlée : <p>Toutes les dispositions nécessaires sont prises par l'exploitant pour que l'installation ne soit pas à l'origine d'émissions de poussières susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publiques, et ce même en période d'inactivité.</p> <p>Des dispositions particulières sont mises en œuvre par l'exploitant, tant au niveau de la conception et de la construction que de l'exploitation de l'installation de manière à limiter les émissions de poussières.</p> <p>Les dispositifs de limitation d'émission des poussières résultant du fonctionnement de l'installation sont aussi complets et efficaces que possible.</p> <p>La conception de l'installation prend en compte l'exécution des opérations de nettoyage et de maintenance dans les meilleures conditions d'hygiène et de sécurité pour les opérateurs.</p> <p>En fonction de la granulométrie des produits minéraux, les postes de chargement et de déchargement sont équipés de dispositifs permettant de réduire les émissions de poussières dans l'atmosphère. [...]</p>
Constats : <p>Lors de la visite d'inspection, les installations étaient en arrêt technique. Il n'a pas été constaté d'envols de poussières.</p> <p>Lors des inspections précédentes, il avait été constaté des envols de poussières provenant des portes absentes ou dégradées des bâtiments des installations de traitement secondaire et tertiaire.</p> <p>Lors de l'inspection du 27/08/2024, il avait été constaté que des portes supplémentaires avaient été mises en place par rapport à la précédente inspection. Il restait quatre portes à mettre en place pour finaliser la fermeture des bâtiments (une sur le bâtiment tertiaire et trois sur le bâtiment secondaire).</p> <p>Lors de la visite du 28/04/2025, il a été constaté que l'ensemble des doubles portes sont présentes sur les bâtiments. Des portes simples ont également été installées / réparées au niveau des sorties de convoyeurs.</p>

Des ouvertures sont également présentes dans les bâtiments. Il a été constaté la présence d'une porte sectionnelle ouverte au niveau du bâtiment du broyeur 1 du secondaire. L'exploitant a indiqué que la porte sectionnelle n'était plus fonctionnelle.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant d'assurer la fermeture des ouvertures des bâtiments secondaire et tertiaire lorsque les installations sont en fonctionnement afin d'éviter l'envol de poussières à l'extérieur.

Type de suites proposées : Sans suite

N°2 : Comité de suivi

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/10/2002, article 12

Thème(s) : Autre, Suivi

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 27/08/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

Prescription contrôlée :

En accord avec la municipalité, l'exploitant met en place et anime un comité de suivi composé de représentants des élus, des riverains et de l'administration. Ce comité se réunit, au minimum une fois par an, à l'initiative de l'exploitant ou des élus.

Constats :

Par courrier du 08/10/2024, l'exploitant a transmis le compte-rendu de la réunion du comité de suivi qui s'est tenue le 25/09/2024. Des élus des communes de Rouans et Chaumes-en-Retz et des riverains ont participé à cette réunion.

Type de suites proposées : Sans suite

N°3 : Production

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/11/2024, article 5.3

Thème(s) : Autre, Suivi d'exploitation

Prescription contrôlée :

La production annuelle de la carrière ne peut dépasser 1 800 000 tonnes.

Constats :

Préalablement à la visite d'inspection, la déclaration de production a été consultée sur GEREP. En 2024, l'extraction de matériaux s'est élevée à 897 kt.

Type de suites proposées : Sans suite

N°4 : Plan

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/10/2002, article 12

Thème(s) : Autre, Suivi d'exploitation

Prescription contrôlée :

L'exploitant établit un plan d'exploitation à une échelle au moins aussi précise que le 1/1 000^{ème}, orienté, comprenant un maillage selon le système Lambert, indiquant :

- le périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ainsi que la dénomination actualisée des parcelles cadastrales concernées et riveraines,

<ul style="list-style-type: none"> - les limites de sécurité réglementaires et périmètres de protection, - les bords de la fouille, - l'emplacement exact du bornage (dont celui issu d'arpentage des limites non parcellaires), - la position des dispositifs de clôture, - l'étendue des zones décapées et les emplacements de stockage des terres de découverte, - l'étendue des zones où l'exploitation est définitivement arrêtée, celles en eau, celles remblayées et celles réaménagées à leur état définitif, - les voies d'accès, ainsi que les chemins internes et menant à la carrière, - les éventuels puits, piézomètres, cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière.
<p>Constats :</p> <p>Préalablement à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis le plan d'exploitation au 24/10/2024 en version informatique.</p> <p>Une partie des informations portées sur le plan est peu lisible, ce qui est lié à la taille des caractères, des traits pouvant être confondus entre eux, ... Cela concerne en particulier les côtes des terrains, le nom des installations, les clôtures, les différents réseaux, ...</p> <p>Par ailleurs, certaines informations ne sont pas représentées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'étendue des zones où l'exploitation est définitivement arrêtée, celles en eau, celles remblayées et celles réaménagées à leur état définitif, - les voies d'accès, ainsi que les chemins internes et menant à la carrière, - les éventuels puits, piézomètres, cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant d'améliorer la lisibilité du plan d'exploitation et d'intégrer les informations manquantes. Il est également demandé de faire figurer le point de rejet des eaux.</p> <p>Si nécessaire, les informations peuvent être portées sur des plans séparés.</p> <p>Le ou les plans ainsi modifiés devront être transmis à l'inspection des installations classées lors de leur prochaine mise à jour annuelle.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>

N°5 : Circuit des eaux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/10/2002, article 9.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Eaux superficielles</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toutes dispositions doivent être prises pour qu'il ne puisse y avoir, en cas de fonctionnement normal ou anormal des installations, de rejets directs ou indirects de liquides dangereux ou insalubres susceptibles d'incommoder le voisinage, de porter atteinte à la santé publique ainsi qu'à la conservation de la faune et de la flore, de nuire à la conservation des constructions et des réseaux d'assainissement, de dégager en égouts ou dans les dispositifs de rejet d'eaux, des gaz ou des vapeurs toxiques ou inflammables.</p>
<p>Constats :</p> <p>Préalablement à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis un schéma du circuit des eaux. Des compteurs sont installés en plusieurs points.</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a apporté des précisions concernant ce schéma, en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les eaux de fond de fouille sont remontées au niveau 2 vers un container intermédiaire avant d'être dirigées vers les bassins de décantation,

- Une cuve, située près du concasseur primaire, recueille une partie des eaux de ruissellement. Elles sont ensuite dirigées vers les bassins de décantation,
- Le bassin situé près des installations recueille des eaux de ruissellement. En plus des usages décrits sur le plan, ce bassin est notamment utilisé pour le nettoyage des installations,
- Les eaux recueillies sur les aires étanches sont dirigées vers un séparateur à hydrocarbures dont le rejet est fait vers un fossé fermé où les eaux recueillies s'infiltrent,
- Les eaux de ruissellement sont dirigées, en fonction des surfaces, vers l'excavation, la cuve du primaire, le bassin des installations ou un fossé au sud du site. Ce fossé est dirigé vers l'extérieur du site,
- Le lavage des engins est réalisé avec de l'eau du réseau d'eau potable.

L'exploitant indique que le point de rejet secondaire, qui était antérieurement situé à l'Ouest du site, a été supprimé.

Par ailleurs, le point de rejet au Sud du site, ne fait pas l'objet d'un suivi de la qualité de ses rejets.

Il a également été constaté que le ruisseau était bordé, à l'arrière des bassins de décantation, par une piste réalisée pour l'entretien du merlon. Cependant, aucun dispositif n'empêche l'entraînement de fines et gravillons vers le ruisseau en cas de pluie.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de mettre à jour le plan du circuit des eaux avec les précisions apportées lors de la visite.

Il est également demandé la mise en place de compteurs au niveau des points manquants, en particulier pour évaluer le volume des eaux pompées en fond d'excavation.

Concernant le rejet d'eaux de ruissellement au Sud du site, l'exploitant doit réaliser une surveillance de la qualité des eaux rejetées.

Il doit également mettre en place des dispositions pour éviter le ruissellement de fines et matériaux vers le ruisseau.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

N°6 : Suivi des rejets d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/10/2002, article 9.4

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux superficielles

Prescription contrôlée :

Les eaux d'exhaure de la carrière, ainsi que les eaux de ruissellement et celles de l'installation de lavage des camions ne pourront être rejetées qu'après avoir subi une neutralisation et une décantation permettant de respecter les valeurs limites suivantes :

- pH entre 5,5 et 8,5
- température : inférieure à 30°C
- MEST < 35 mg/l (norme NFT 90 105)
- DCO sur effluent non décanté < 125 mg/l (norme NFT 90 101)
- Hydrocarbures < 10 mg/l (norme NFT 90 114)

Ces valeurs seront mesurées sur un échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 heures. Aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.

La modification de couleurs du milieu récepteur mesuré en un point représentatif de la zone de mélange ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l.

Le rejet s'effectuera à travers un canal permettant la mesure du débit.

<p>Les éléments visés ci-dessus, seront mesurés trimestriellement, les résultats seront archivés par l'exploitant.</p> <p>La pompe de rejet sera équipée d'un compteur totalisateur de débit.</p>
<p>Constats :</p> <p>Préalablement à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis le rapport de suivi des eaux de surface et relevé des niveaux des puits réalisés du 20 au 21/01/2025 (SGS).</p> <p>Le rapport comporte l'historique des mesures de rejet.</p> <p>Concernant les rejets, les résultats ont été examinés pour l'année 2024 et le premier trimestre 2025. Les prélèvements ont été réalisés à une fréquence trimestrielle au niveau du point de rejet principal (rejet Rabelais) et au niveau du point de rejet secondaire (rejet Landes Cavernières) lorsqu'un rejet était constaté (pas de rejet depuis mi-2024). Les résultats sont conformes aux valeurs limites.</p> <p>Le prélèvement de janvier 2025 a été réalisé sur 24 heures.</p> <p>Lors de la visite, il a été constaté la présence de 3 bassins de décantation en série à l'Est du site avant le rejet en direction du ruisseau. Le point de rejet principal est réalisé au travers d'un canal permettant la mesure du débit et équipé d'un compteur.</p> <p>Cependant, un autre tuyau permet une surverse en direction du ruisseau. Ce tuyau n'est pas équipé d'un dispositif de mesure du débit. Un rejet avait lieu par cette surverse le jour de la visite. En sortie de surverse, l'écoulement se fait au travers du merlon bordant la zone. Le rejet a creusé des ravinements dans la piste réalisée pour l'entretien du merlon et se jette dans le ruisseau.</p> <p>Le ravinement de la piste a probablement entraîné le rejet de matériaux dans le ruisseau.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - soit de modifier ses installations pour assurer que le rejet est réalisé uniquement au travers du point de rejet qui se fait dans le canal de mesure du débit, - soit de modifier le deuxième point de rejet pour permettre la mesure du débit.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>

N°7 : Aire d'entretien des engins

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/10/2002, article 9.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Eaux superficielles</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les entretiens d'engins et les pleins seront réalisés sur une aire bétonnée étanche aux hydrocarbures. Les eaux seront collectées par une cuvette axiale reliée par une canalisation étanche à un séparateur à hydrocarbures. L'efficacité de ce dispositif devra permettre d'obtenir des rejets présentant une concentration en hydrocarbures inférieure à 10 mg/l selon la norme NFT 90 114 et MEST 35 mg/l selon la norme NFT 90 105. [...]</p>

Constats :

Préalablement à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis le rapport de suivi des eaux de surface et relevé des niveaux des puits réalisés du 20 au 21/01/2025 (SGS).

Le rapport SGS indique qu'il n'a pas été possible de réaliser un prélèvement en janvier 2025 au niveau du point de rejet du séparateur à hydrocarbures, car le fossé était très envasé et la canalisation de rejet non accessible. Il n'avait pas pu être réalisé de mesure en 2024 également.

Lors de la visite, il a été constaté la présence :

- d'aires étanches avec un caniveau central pour récupérer les liquides,
- des plaques correspondant au séparateur à hydrocarbures.

Le rejet du séparateur à hydrocarbures est dirigé vers un fossé. Le jour de la visite, le fossé avait été curé mais il était plein d'eau dont le niveau dépassait le point de rejet.

L'exploitant a indiqué que SGS a réalisé un prélèvement de l'eau du fossé lors de son passage trimestriel d'avril. Il n'a pas été possible de réaliser un prélèvement directement au point de rejet.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de réaliser une analyse annuelle du rejet du séparateur à hydrocarbures, dans une période où il est possible de réaliser un prélèvement.

Type de suites proposées : Avec suite

Proposition de suites : Demande d'action corrective

N°8 : Suivi piézométrique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/10/2002, article 9.5

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines

Prescription contrôlée :

Le niveau de la nappe phréatique sera contrôlé semestriellement par le suivi des puits suivants cités dans l'étude d'impact :

La Potironnière (n° 7)

La Garenne (n° 13)

Les Béchis (n° 14)

Briageau (n° 19)

La Biche (n° 23)

La Rochelle (n° 26)

Constats :

Préalablement à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis le rapport de suivi des eaux de surface et relevé des niveaux des puits réalisés du 20 au 21/01/2025 (SGS).

Le rapport comporte l'historique des mesures.

Les mesures sont réalisées au niveau de 7 puits. La carte de localisation des puits présentée dans le rapport correspond à la numérotation des 6 puits de l'arrêté préfectoral. Cependant, le rapport ne donne pas de mesure pour le puits 14 et donne des informations pour les puits 15 et 19 bis qui ne sont pas localisés.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de justifier de l'absence de suivi au niveau du puits P14 et de faire figurer un plan actualisé de la localisation des puits dans le rapport du bureau d'études.

Il est également demandé de représenter l'historique des relevés sous forme graphique.

Type de suites proposées : Sans suite

N°9 : Suivi des retombées de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.7
Thème(s) : Risques chroniques, Emissions atmosphériques
Prescription contrôlée : Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées. Le respect de la norme NFX 43-014 (2017) dans la réalisation de ce suivi est réputé répondre aux exigences réglementaires mentionnées au paragraphe 19.3 du présent arrêté. Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en mg/m ² /jour. L'objectif à atteindre est de 500 mg/m ² /jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance. [...] Article 19.6 : Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les trois mois. Si, à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté, la fréquence trimestrielle deviendra semestrielle.
Constats : Préalablement à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis le rapport relatif aux retombées de poussières dans l'environnement - année 2024 (Geoscop). Les campagnes de mesures se sont déroulées du 29/05 au 28/06/2024 et du 27/08 au 26/09/2024. L'analyse a porté sur la masse des dépôts totaux (somme des fractions solubles et insolubles simultanément). Les résultats pour chaque point de type (b - riverains) de chaque campagne de mesure sont inférieurs à 500 mg/m ² /jour. La valeur maximale mesurée est de 121 mg/m ² /jour. Le plan de surveillance des émissions de poussières, dans sa version de janvier 2020, a été examinée. Ce plan prévoit la réalisation de mesures au niveau des riverains sous les vents dominants d'Ouest - Sud-Ouest (lieux-dit La Garenne et La Rochelle). Cependant, il n'est pas prévu de point de mesures sous les vents de Nord-Est (Lieu-dit La Biche), sans que le plan de surveillance n'apporte d'explication.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant compléter le plan de surveillance des émissions de poussières en justifiant l'absence de mesures au niveau des habitations sous les vents de Nord-Est ou en prévoyant la réalisation de telles mesures.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

N°10 : Contrôle des émissions sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/02/2022, article 8.5
Thème(s) : Risques chroniques, Emissions sonores

Prescription contrôlée :

L'exploitant fait procéder au moins tous les ans ou dès que l'extraction se rapproche des zones habitées à une mesure des niveaux d'émissions sonores et des émergences.

Les mesures des émissions sonores sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 susvisé.

Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de la carrière et aux emplacements les plus représentatifs des bruits émis par le chantier sur une durée d'une demi-heure au moins. Les mesures d'émergences sont systématiquement réalisées chez les tiers les plus proches de la zone d'exploitation, sous réserve de leur accord formel.[...]

Constats :

Préalablement à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis le rapport de mesures acoustiques réalisées le 10/09/2024 (Etudes Conseil Environnement).

Les mesures ont été réalisées selon la méthode d'expertise.

Les mesures ont été réalisées en 3 points en limite de site et 3 points au niveau de lieux-dits autour du site. Les résultats sont conformes.

Les équipements en fonctionnement lors de la mesure en activité étaient les suivants : circulation d'engins (tombereaux, chargeuses), installations de concassage et criblage, circulation de camions pour l'expédition de granulats.

L'exploitant indique le fonctionnement ponctuel d'une foreuse pour la réalisation des tirs de mines. Il indique qu'il n'est pas utilisé régulièrement de brise-roche hydraulique.

Les horaires de fonctionnement des installations sont, au maximum, de 7h30 à 18h30, du lundi au vendredi.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de réaliser les prochaines mesures de bruit lors d'une période de fonctionnement de la foreuse afin de s'assurer du respect des valeurs limites dans les conditions les plus défavorables.

Type de suites proposées : Sans suite

N°11 : Surveillance des vibrations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/11/2024, article 8.6.2

Thème(s) : Risques accidentels, Tirs de mines

Prescription contrôlée :

Chaque tir d'abattage doit donner lieu à des mesures de vibrations et de pression acoustique au niveau de deux emplacements minimums. Ce nombre et la position des points de mesures sont déterminés par l'exploitant à chaque tir en fonction de l'éloignement des constructions avoisinantes, tel que les habitations, et de l'expérience acquise lors des tirs précédents sur le gisement. Au moins un emplacement est situé au niveau de l'habitation la plus proche, sous réserve de l'accord des propriétaires. [...]

Article 8.6.4 :

Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 5 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction.

Par ailleurs, la surpression acoustique générée par les tirs de mines ne doit pas dépasser 125 décibels linéaires.

Constats :

Préalablement à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis le tableau de suivi des mesures

<p>maximales de vibration (données brutes) et de surpression acoustique pour 2024 (21 tirs) et 2025 (9 tirs jusqu'au 10/04).</p> <p>En 2024, les mesures ont été réalisées au niveau de 2 points situés à l'atelier et au lieu-dit Les Masses ou Les Béchis. A partir de 2025, les mesures ont été réalisées au niveau des lieux-dits Les Masses et Les Béchis.</p> <p>En 2025, la valeur de vibration la plus élevée a été mesurée à 1,2 mm/s et la surpression acoustique maximale a été mesurée à 108 dB (Les Masses).</p> <p>La plupart des tirs n'ont pas donné lieu à un déclenchement (seuil de déclenchement réglé à 0,5 mm/s).</p> <p>Pour le suivi des tirs, un sismographe est installé par le sous-traitant chargé de la mise en œuvre des explosifs et un autre sismographe est installé par l'exploitant. Suite à la visite, l'exploitant a transmis le rapport de vérification du sismographe qu'il utilise (vérification par la société SIMI en date du 22/04/2024 et valide jusqu'au 22/04/2026).</p> <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre la méthodologie d'implantation des dispositifs de mesurage des vibrations solidiennes et de la surpression acoustique lors des tirs de mines.</p> <p>Le suivi des résultats des mesures de vibrations doit se faire sur la base des résultats pondérés, pour permettre la comparaison à la valeur limite de 5 mm/s.</p> <p>Le tableau de suivi doit permettre d'identifier pour quel site les valeurs de surpression acoustique ont été mesurées.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N°12 : AR1 – Fréquence de vérification des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66
Thème(s) : Actions régionales, Vérification des installations électriques - Fréquence
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>A.-[...] Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.</p> <p>Arrêté ministériel du 26/11/2011, article 3 : La périodicité des vérifications est fixée à un an, le point de départ de cette périodicité étant la date de la vérification initiale. Toutefois, le délai entre deux vérifications peut être porté à deux ans par le chef d'établissement si le rapport précédent ne présente aucune observation ou si, avant l'échéance, le chef d'établissement a fait réaliser les travaux de mise en conformité de nature à répondre aux observations contenues dans le rapport de vérification.</p> <p>Constats :</p> <p>Préalablement à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis les rapports de vérification des installations électriques réalisées du 14 au 16/12/2023 et du 9 au 11/12/2024 par l'APAVE.</p> <p>La vérification des installations électriques est réalisée à une fréquence annuelle. Elle porte sur les installations primaires, secondaires, tertiaires, la zone gisement, la zone chargement, la zone aire de lavage, la base vie, la zone bascule.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N°13 : AR1 – Complétude des vérifications des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66

Thème(s) : Actions régionales, Vérification des installations électriques – Limites d'intervention
Prescription contrôlée : A.-[...] Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.
Constats : Une vérification des éventuelles limites d'intervention a été réalisée dans le rapport des vérifications électriques réalisées en 2024. Des limites portent sur les points suivants : - absence d'autorisation de couper les installations, ce qui n'a pas permis de tester l'ensemble des dispositifs différentiels à courant résiduel, - inaccessibilité de certains équipements, ce qui a conduit à ne pas pouvoir vérifier la continuité à la terre, - non communication de certaines pièces du dossier technique (notamment du rapport de visite initiale suite à la modification de la zone concassage), ce qui n'a pas permis de mener complètement à bien la mission, Le contrôle est donc incomplet.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de s'organiser pour permettre une vérification complète des installations électriques lors des prochains contrôles.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

N°14 : AR1 – plan d'action suite au contrôle des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66
Thème(s) : Actions régionales, Vérification des installations électriques – Limites d'intervention
Prescription contrôlée : A.-Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences. L'implantation des lignes et cheminement est réalisée de manière à éviter leur dégradation par les matières entreposées. Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.
Constats : Le rapport des vérifications électriques réalisées en 2024 comporte 27 observations dont 17 observations récurrentes et 10 observations nouvelles (2023 : 37 observations dont 24 récurrentes et 13 nouvelles). Lors de la visite, l'exploitant a présenté le récapitulatif des observations annoté pour justifier du suivi réalisé : - 14 observations annotées de la mention "fait", - 5 observations pour lesquelles des travaux sont programmés lors de l'arrêt technique des 28 et

29/04/2025,
- 8 observations annotées de la mention "en cours" pour lesquelles l'exploitant indique qu'il est en attente soit de devis soit de planification.
L'exploitant a mis en place un plan d'actions pour lever les observations du rapport des vérifications électriques.
Type de suites proposées : Sans suite

N°15 : AR1 – État général visuel des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques
Prescription contrôlée : A ... Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques » [...] Les dispositions du point A sont applicables au 1 ^{er} juillet 2023. [...]
Constats : Lors de la visite, il a été réalisé un contrôle visuel d'installations électriques (choisies parmi celles ne nécessitant pas d'habilitation). Il a été constaté que le coffret électrique de la zone carburant avait été réparé (observation annotée "Fait" sur le document de suivi). Il a été constaté que l'armoire électrique du bâtiment broyeur BR1 était empoussiérée (observation annotée "En cours" sur le document de suivi).
Type de suites proposées : Sans suite

N°16 : Acceptation de DI

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/11/2024, article 5.5
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets inertes
Prescription contrôlée : Les déchets inertes externes à l'exploitation de la carrière doivent respecter les conditions d'admission définies par l'arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées.
Constats : Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a indiqué qu'il avait commencé à accepter des déchets inertes suite à la notification de l'arrêté préfectoral complémentaire du 25/11/2024. Dans l'attente de la finalisation de l'extraction du "triangle nord" au cours de la phase actuelle, les déchets inertes sont stockés sous forme de verse sur la parcelle C1 au Sud du site. L'agent de bascule a indiqué que les apports de déchets inertes qui ne disposaient pas d'un document d'acceptation préalable validé en amont n'étaient pas acceptés sur le site. Une procédure en ce sens est affichée à la bascule. Le contrôle visuel est réalisé à l'arrivée sur le site par l'agent de bascule à l'aide d'une caméra. Le contrôle visuel au déchargement est réalisé également par l'agent de bascule à l'aide d'une caméra implantée sur la plate-forme de déchargement. L'agent de bascule a fait une

démonstration de l'examen d'un tas qui avait été déchargé récemment et de la qualité du zoom et de l'image. Cet examen n'a pas montré la présence d'indésirables.
La plate-forme de déchargement des déchets inertes a été contrôlée et notamment le tas vu depuis la bascule. Il a été constaté la présence de 3 morceaux d'enrobés, dont un plus gros. Un petit chiffon rouge à l'avant du tas n'avait pas été repéré à la caméra (contraste des couleurs).
L'examen à la caméra n'a donc pas permis de détecter la présence d'indésirables* dans le tas présent sur la plate-forme de déchargement.
Par ailleurs, l'exploitant a indiqué que l'étude hydrogéologique préalable à l'implantation des piézomètres était en cours.
* Le site est autorisé à recevoir des enrobés mais, dans ce cas, ils doivent disposer de résultats d'analyses montrant l'absence de goudron et d'amiante.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant doit mettre en place un contrôle visuel au déchargement permettant de détecter la présence d'indésirables dans les apports, avant le départ des camions apportant ces déchets inertes.
Il est demandé à l'exploitant de retirer le plus gros morceau d'enrobé avant la mise en verse du tas de déchets inertes contrôlé lors de la visite.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

N°17 : Phasage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/11/2024, article 5.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Extension
Prescription contrôlée :
Lors de la phase 5, "avancée de la verse, composée de stériles et de déchets (matériaux ou déblais) inertes externes, vers le Sud dans l'extension"
Constats :
Lors de la visite, il a été constaté que la zone autorisée en extension par arrêté préfectoral complémentaire du 25/11/2024 n'a pas encore fait l'objet d'une exploitation.
L'exploitant a indiqué qu'il était prévu de détruire la première haie transversale en septembre - octobre, avec la plantation de la haie prévue en mesure d'accompagnement.
Type de suites proposées : Sans suite

N°18 : Incident

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/10/2002, article 3.4
Thème(s) : Risques accidentels, Stabilité
Prescription contrôlée :
Tout incident ou accident susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article 1 ^{er} de la loi du 19 juillet 1976 ou intéressant la sécurité et la salubrité publiques (notamment toute pollution accidentelle) ou du personnel, ainsi que l'intégrité des biens des tiers, sera immédiatement porté par l'exploitant à la connaissance de l'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement de la Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de, l'environnement.
Il lui fournira, sous 15 jours, un rapport sur les origines et causes du phénomène, ses conséquences, les mesures prises pour y parer et celles mises en oeuvre ou prévues avec les échéanciers correspondants pour éviter qu'il ne se reproduise.

Constats :

Lors de la visite d'inspection, il a été constaté un glissement dans les remblais de stériles réalisés sur les anciens fronts d'exploitation par le précédent exploitant.

L'exploitant a indiqué que l'évènement avait eu lieu à l'automne 2024, lors d'une période très pluvieuse.

Il indique avoir mandaté un géotechnicien afin d'évaluer les risques liés à ce glissement et avoir pris des mesures d'éloignement pour la poursuite de l'exploitation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

En cas de renouvellement d'incidents de type, même sans impact à l'extérieur du site, l'exploitant doit informer l'inspection des installations classées. Ce type d'incident peut en effet potentiellement avoir un impact sur l'exploitation et l'utilisation rationnelle du gisement.

Il est demandé à l'exploitant de transmettre le rapport d'analyse de cet incident, son analyse et les mesures mises en œuvre.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective